



**ORGANISATION GUINEENNE DE DEFENSE DES
DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN**

LABE

MEMBRE DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

MEMBRE DE L'UNION AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME

OBSERVATEUR AUPRES DE LA COMMISSION AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

Déclaration du Bureau de la Section OGDH de Labé

Le Bureau régional de l'Organisation guinéenne de défense des Droits de l'Homme et du citoyen de Labé est fortement préoccupé par le silence des autorités locales face à la descente musclée effectuée le vendredi 17 février 2012 aux environs de 10 heures par des agents de l'Escadron mobile N°8 de la Gendarmerie, au complexe scolaire Hoggo M'Bouro. Le bilan de cette violence de l'Escadron mobile N°8 de la Gendarmerie de Labé fait état de:

- Une dizaine de blessés admis à l'hôpital régional, suite à des coups de matraques, de bottes, de fouets et de gaz lacrymogènes ;
- Des sacs d'écoliers, des batteries de motos, des téléphones portables brigandés ;
- Des motos appartenant aux élèves et aux enseignants brisés
- Des tables-bancs et des mobiliers de bureaux complètement cassés.

Par principe, l'OGDH condamne toute forme de violence. Elle déplore donc :

- cette atteinte grave à l'intégrité physique des personnes ;
- les blessures aussi bien légères que graves ;
- les actes de vandalisme sur les infrastructures scolaires et l'extorsion forcée par des agents de sécurité de biens aussi bien matériels que financiers au préjudice d'élèves, professeurs et paisibles citoyens de passage.

La Section OGDH de Labé, toujours attachée à la paix et à la cohésion sociale, salue vivement la retenue dont ont fait preuve les élèves, parents et amis de l'école, encadreurs et autorités scolaires qui ont été blessés dans leur âme. Retenue qui a aidé à ramener le calme dans la cité.

La Section OGDH de Labé, toujours soucieuse du respect des droits inhérents à chaque individu est fortement attachée à la lutte contre l'impunité dans notre pays. C'est pourquoi, elle déplore par la même occasion le silence des autorités locales qui n'ont engagé à ce jour aucune démarche pour rétablir les victimes dans leurs droits.

En conséquence, **la Section OGDH de Labé** sollicite auprès des autorités à tous les niveaux que la lumière et toute la lumière soit faite sur ce douloureux évènement et que les auteurs soient identifiés et sanctionnés à la hauteur de leur forfaiture, conformément à la loi. Car l'absence de justice est source de violence.

Fait à Labé, le 2 mars 2012
Pour le Bureau de la Section OGDH de Labé
Le Président
Idrissa Sampiring Diallo